

# La Maison de la culture et de l'innovation numérique se dévoile à la Maison Gaudard

**Lausanne** La Maison de la culture et de l'innovation numérique occupera la Maison Gaudard sur le parvis de la cathédrale à Lausanne. Cette nouvelle structure, qui entend se consacrer à la transition numérique tout en restant ouverte au public, a dévoilé ses contours vendredi. Un laboratoire dédié à la culture et à la participation numérique y ouvrira ses portes. Il aura pour fonction «d'être à la fois un incubateur de la médiation numérique, une plateforme de mise en réseau des ressources dans le secteur du digital, un outil d'éducation numérique et un observatoire des cultures numériques», a indiqué la Ville de Lausanne dans sa demande de crédit d'ouvrage.

La Maison comptera en outre un «centre de ressources pour la scène culturelle» avec l'emménagement en ses murs du Bureau culturel Vaud, qui loue notamment du matériel technique à prix abordable. Elle offrira aussi des bureaux permanents à six festivals lausannois, à savoir le festival de la Cité, Label Suisse, les Garden Parties de Lausanne, le Lau-

sanne Underground Film & Music Festival (LUFF), la Fête du Slip et la Fête de la musique.

Le public pourra continuer à fréquenter la Maison Gaudard, puisque la nouvelle structure disposera d'une «salle de diffusion polyvalente» proposant entre autres des expositions, des installations et des conférences. Il sera également bienvenu au «café culturel» qui, outre des boissons, offrira la possibilité de consulter des ouvrages spécialisés.

«Il s'agit d'un projet volontairement hybride», a déclaré vendredi le syndic de Lausanne, Grégoire Junod, devant la presse et les acteurs du projet. «Il existe dans le domaine numérique une créativité extrêmement importante et peu reconnue par les pouvoirs publics», a-t-il ajouté. Il est pourtant opportun de s'y intéresser car, selon des chiffres cités par le socialiste, l'économie culturelle et l'économie créative génèrent 5 à 7% des emplois en Suisse. «La culture numérique constitue en quelque sorte le chaînon manquant de l'économie culturelle», a-t-il estimé.

«La digitalisation de la culture s'est accentuée avec la pandémie», a de son côté relevé Michael Kinzer, chef du Service de la culture de la Ville. «Si l'art numérique existe depuis longtemps, son potentiel pour la culture et les sciences est énorme.»

De plus, le canton dispose d'une excellence en matière de digitalisation culturelle au niveau de l'université de Lausanne et de l'EPFL, ainsi que de l'industrie créative, à l'image de Creal, une start-up active dans la réalité augmentée, a poursuivi Michael Kinzer. «La Maison de la culture et de l'innovation numérique se veut une plateforme où ces acteurs pourront se rencontrer», a-t-il déclaré.

Plus concrètement, comme l'indique la demande de crédit d'ouvrage, le laboratoire dévolu à la culture et à la participation numérique pourrait proposer «un espace d'exposition numérique» visant le jeune public et mettant en valeur les collections patrimoniales de la ville. Il pourrait également offrir des tutoriels pour la mise en place de projets numériques, des accompagnements à l'utilisation

d'outils numériques ou des résidences de recherche participative.

La création du laboratoire numérique fait l'objet d'une collaboration avec la Fabulogie à Marseille, une «fabrique numérique et tiers lieu culturel visant à ouvrir la connaissance au plus grand nombre». L'université de Lausanne sera quant à elle un partenaire régulier de la nouvelle structure lausannoise.

«Il s'agit d'un nouveau lieu dont on ne connaît pas l'avenir. Nous avons une volonté de souplesse afin que ce projet puisse évoluer», a déclaré Michael Kinzer. La terminologie reste d'ailleurs à définir et le nom de «Maison de la culture et de l'innovation numérique» pourrait bien changer, a-t-il précisé.

Les nouveaux occupants de la Maison Gaudard sont attendus au printemps 2023. D'ici là, le Musée de design et d'arts appliqués contemporains (mudac) qui s'y trouve actuellement, doit terminer son déménagement vers le quartier des Arts Plateforme 10, tandis que des travaux de réaménagement intérieurs d'un montant de 890 000 francs doivent être réalisés. **TS**

## NON

### UN AUTRE REGARD SUR LES VIOLENCES DOMESTIQUES

La galerie Focale à Nyon exposera dès jeudi le travail de la photographe Rebecca Bowring, formée à Vevey puis à Genève. L'artiste livre un autre regard sur la représentation photographique des violences domestiques, loi des bleus ou des côtes brisées. Pour cette exposition, Rebecca Bowring a puisé dans son expérience personnelle. Elle montre les sentiments multiples et complexes, parfois contradictoires, des victimes d'une relation toxique. Pour *Know what you try to hide* (Savoir que le toxique révèle ce que la foudre essaie de cacher), elle a retravaillé des clichés oubliés, qu'elle avait pris quelques années auparavant. Ce projet a été doublement récompensé du prix 2021 et du premier prix du Juried exhibition du Preus Museum en Norvège. **TS**

Un hébergement d'urgence installé samedi sur l'esplanade de Beaulieu a été rapidement évacué

# Occupation éclair pour les SDF

CHILLEK R. NGW

**Lausanne** L'appel du collectif 43m<sup>2</sup>, près de 80 militant·es pour les sans-abri ont installé samedi un camp d'hébergement d'urgence à Lausanne. Avant de quitter les lieux en fin de journée sur ordre de la police. Ce dispositif de fortune, destiné à accueillir plus de 50 personnes en mal de logement, avait été mis en place dès 14h sur l'esplanade de Beaulieu. L'action faisait suite aux critiques récentes contre la fermeture, le 1<sup>er</sup> mai, de deux structures saisonnières de 142 places. Vendredi, la Ville annonçait le maintien de 21 de ces places dès ce lundi.

## Evacuation de la soirée

«Personne à la rue, un toit c'est un droit!» La banderole accrochée au-dessus des jardins du Palais de Beaulieu annonçait la couleur samedi après-midi. Du nom de la surface moyenne habitée par chaque Vaudois·e, le collectif 43m<sup>2</sup> a dépêché près d'une centaine de personnes solidaires durant la journée, afin d'installer tentes, matelas, toilettes portables, cuisine ou encore accueil administratif. Un véritable campement, muni d'une arrivée d'eau et de génératrices alimentant des micro-ondes. Tout cela monté rapidement et méthodiquement, puis agrémenté d'une sonorisation en fin d'après-midi. Paré, donc, pour une ouverture dimanche.

Ce lieu d'accueil d'urgence, que le collectif voulait «transitoire et autogéré», a pourtant dû être évacué dans la soirée.

Près une après-midi d'installation calme, la police a ordonné, dès 18h, que les occupant·es quittent les lieux, le «campement sauvage» étant illégal, selon les mots de la maréchaussée. Alors que le soleil printanier avait laissé place à



Ce dispositif de fortune, destiné à accueillir plus de 50 personnes en mal de logement, a été évacué samedi en fin de journée. KEYSTONE

une pluie battante, les forces de l'ordre ont bloqué tout accès, empêchant d'autres militant·es de rejoindre 43m<sup>2</sup>. Deux heures de discussions n'auront pas permis aux occupant·es de négocier qu'une délégation reste surveiller les installations, qu'ils et elles ont quittées vers 20h.

## Fermeture d'un espace de places

«Nous nous installons ici car nous revendiquons l'ouverture d'une halle de Beaulieu afin de compenser la fermeture du Répit et de la Borde qui met à la rue une centaine de personnes», nous indiquait une militante en début de journée. Mobilisé·es également pour la cause, plusieurs travailleuses et travailleurs en hébergement d'urgence ont fait remarquer que le Répit y

«Le dispositif global reste insuffisant puisqu'une partie de personnes dort à la rue depuis ce 1<sup>er</sup> mai»

Le collectif 43m<sup>2</sup>

avait été installé l'hiver précédent, dans une salle de 3000 m<sup>2</sup>. L'un d'eux a estimé que «après la fermeture des structures hivernales, le mal-logement est invisibilisé car les personnes dorment dehors, nous venons compenser ce que les autorités leur font subir».

Et sa collègue *lix*\* de rappeler que «le collectif réclame la dépénalisation du 'camping sauvage', qui vient punir les gens de ne pas avoir de toit», a ajouté la militante, loin de se douter qu'elle et ses camarades allaient en être accusés quelques heures plus tard. «La Municipalité, sur sollicitation de Beaulieu S<sup>2</sup>, propriétaire des lieux, nous a mandatés pour évacuer les lieux car il s'agit d'un campement illégal» a expliqué au *Courrier* Sylvain Jacot-Des-

combes, répondant presse de la police sur place. Présente en nombre et ayant dépêché plusieurs fourgons, la police et la gendarmerie étaient prêtes à évacuer *ma u militari* si les négociations échouaient.

«Enfin que tout se passe bien avec les autorités, le collectif avait informé police et Municipalité de ses intentions, sans annoncer le lieu, précise une militante.

## Ca to visé

Dimanche, le collectif regrette une «démonstration de force disproportionnée, sans aucune marge de négociation», de la part de la Municipalité de Lausanne. «Nous recherchons plutôt le dialogue avec la Ville et souhaitons qu'elle nous soutienne dans nos revendications

qui s'adressent au canton», nous a encore spécifié une militante. Qui rappelle que c'est bien ce dernier qui tient les cordons de la bourse. La ministre en charge de l'Action sociale, la socialiste Rebecca Ruiz, avait été interpellée par lettre ouverte mi-avril.

«Les militant·es revendiquaient davantage de places d'hébergement à terme et le maintien du Répit et de la Borde dès le 1<sup>er</sup> mai.

De son côté, la Municipalité se dit consciente de la problématique et désireuse d'agir sur ce front, conformément à son programme de législation.

Vendredi en fin de journée, Emilie Moeschler, municipale en charge de la cohésion sociale à Lausanne, annonçait conserver 21 places à la Borde. Destiné principalement à des personnes sans-abri en situation de travail précaire, «ce projet-pilote était en préparation depuis décembre afin de compléter le dispositif avec une offre répondant aux besoins d'une population qui a difficilement accès au marché du logement malgré leur emploi. Cela coûtera 86 000 francs» explique l'édile socialiste. Les personnes logeant dans ces studios bénéficieront de l'accompagnement social des équipes de de l'accueil de jour de l'Espace, dont le 6.1 équivalent plein-temps passera à 6.8. Elles devront s'acquitter «d'une modeste contribution financière», dont le montant reste à fixer.

Pour 43m<sup>2</sup>, si toute place supplémentaire est à saluer, «le dispositif global reste insuffisant puisqu'une centaine de personnes dorment à la rue depuis ce 1<sup>er</sup> mai». «Enfin de défendre ses revendications dans la matière, le collectif devrait rencontrer Emilie Moeschler en début de semaine et exige la réouverture de son lieu d'accueil, dont les installations utilisables sont toujours présentes à Beaulieu.»

\*Prénom d'emprunt